

Trois Français sur quatre appellent à de nouvelles sanctions contre X s'il continue d'enfreindre la loi

Paris, France (EMBARGO jusqu'au 11 février 2026 à 01h01 CET) – Selon une nouvelle enquête YouGov commandée par la coalition People vs. Big Tech dans 5 pays de l'Union Européenne, une large majorité des personnes interrogées en Europe en Allemagne, en France, en Espagne, en Italie et en Pologne (60–78 %) estime que l'UE devrait prendre de nouvelles mesures contre X s'il ne remédie pas aux violations des lois sur la protection des données et la transparence soulevées par la Commission l'année dernière [1].

Cette tendance est particulièrement marquée parmi les répondants français (76 %) [2]. Parmi ceux qui souhaitent une action supplémentaire, 68 % souhaitent que X soit banni du marché européen s'il refuse de remédier à ces violations. Une large majorité (75 %) des femmes sont favorables à une action supplémentaire. [2].

Les citoyens européens réclament une action plus ferme contre X, portée par un fort soutien de l'opinion publique en France

Le 5 décembre, la Commission a infligé sa première amende à X au titre du Digital Services Act (DSA) : 120 millions d'euros pour manquement à ses obligations de transparence. Pendant les 90 jours ouvrés dont elle disposait pour répondre à l'amende de la Commission, X a choisi de [bloquer le compte publicitaire officiel de la Commission](#) en guise de représailles.

Depuis lors, X et Grok (l'assistant d'IA intégré de X) ont fait l'objet de vives critiques à la suite de multiples atteintes aux valeurs européennes et la diffusion massive, estimée à [3 millions d'images](#) à caractère pornographiques *deepfake* et de contenus pédopornographiques sur le service,

Début février, alors que les autorités françaises [ont perquisitionné les bureaux parisiens de X](#) dans le cadre d'une enquête en cours visant le service pour des infractions présumées, dont l'extraction illégale de données et la complicité dans la détention de pornographie infantile, ces données d'enquête indiquent un fort soutien de la population aux actions des autorités nationales et européennes.

Le soutien à de nouvelles sanctions est largement répandu parmi l'électorat français. S'il est particulièrement fort parmi ceux qui ont voté pour Emmanuel Macron au second tour de l'élection présidentielle de 2022 (88 %), il reste également important parmi ceux qui ont voté pour Marine Le Pen (63 %) et parmi ceux qui déclarent s'être abstenus (70 %). Parmi les personnes favorables à des sanctions supplémentaires, une interdiction du marché européen, seule ou associée à de nouvelles amendes, est une idée qui

SOUS EMBARGO jusqu'au 11 février 2026, à 01h01 (CET)

séduit 68 % des répondants français, indépendamment de leur orientation politique (66-69 %) [3].

« Les Européens en ont assez des avertissements vides. X a été condamné à une amende, fait l'objet d'enquêtes et a eu toutes les occasions de se conformer – et a choisi de se moquer ouvertement de l'UE » a déclaré **Ava Lee, directrice exécutive de People vs Big Tech**.

« De la France et de l'Espagne à l'Allemagne et au Royaume-Uni, les gouvernements envisagent déjà d'interdire les réseaux sociaux aux enfants pour les protéger. Si cela montre que les responsables politiques commencent enfin à se réveiller face aux dangers des produits de la Big Tech, les entreprises technologiques ont une responsabilité légale de rendre leurs produits sûrs pour tout le monde.

Ces résultats montrent que le public européen est ouvert à l'interdiction d'entreprises de la Big Tech comme X en Europe si elles continuent à enfreindre la loi. Lorsqu'une entreprise de la Big Tech permet des préjudices graves et se moque ouvertement des valeurs européennes, les dirigeants européens doivent se lever et leur montrer qui commande. »

Les résultats de ce sondage posent la question que les Européens se posent depuis longtemps : que faudra-t-il pour que l'UE tienne tête à la Big Tech ? Les électeurs européens en ont assez de l'inaction de leurs responsables politiques et sont prêts à ce que quelqu'un fasse respecter la loi.

Et les chiffres montrent que les Européens accueillent favorablement cette attitude de la Commission : entre 60-73 % des répondants soutiennent le fait que l'UE défende la sécurité en ligne et la protection de la vie privée numérique, même si cela nuit à la relation avec les États-Unis [5]. La France est le pays qui obtient le score le plus élevé à cet égard (73 %) [5]. Le message adressé à la Commission est tout aussi clair : les Européens veulent des dirigeants qui n'ont pas peur de s'opposer à la Big Tech.

« X est peut-être la première grande plateforme à faire l'objet d'un tel niveau d'examen par la Commission, mais ce ne sera pas la dernière. Les dernières données de sondage montrent que les législateurs européens disposent d'une occasion en or d'utiliser le cas de X pour établir un précédent essentiel et envoyer un message clair à la Big Tech : les lois européennes passent en premier » a déclaré **Ava Lee, directrice exécutive de People vs Big Tech**.

Veuillez trouver l'ensemble des résultats pour la France et les autres pays européens [ici](#).

Pour toute demande d'interview, veuillez contacter press@peoplevsbig.tech

SOUS EMBARGO jusqu'au 11 février 2026, à 01h01 (CET)

Notes

Le sondage a été réalisé par YouGov entre le 14 et le 22 janvier 2026 en France, en Allemagne, en Italie, en Pologne et en Espagne.

L'enquête d'opinion a été réalisée sur un panel d'environ 1 000 personnes dans chacun des pays : 1 081 en France, 1 099 en Allemagne, 1 112 en Italie, 1 080 en Espagne, et 1 036 en Pologne. La marge d'erreur théorique est estimée à 3 % (1,94 % - 3,04 %) pour les résultats obtenus au niveau national et 1,33 % pour les résultats obtenus à l'échelle européenne.

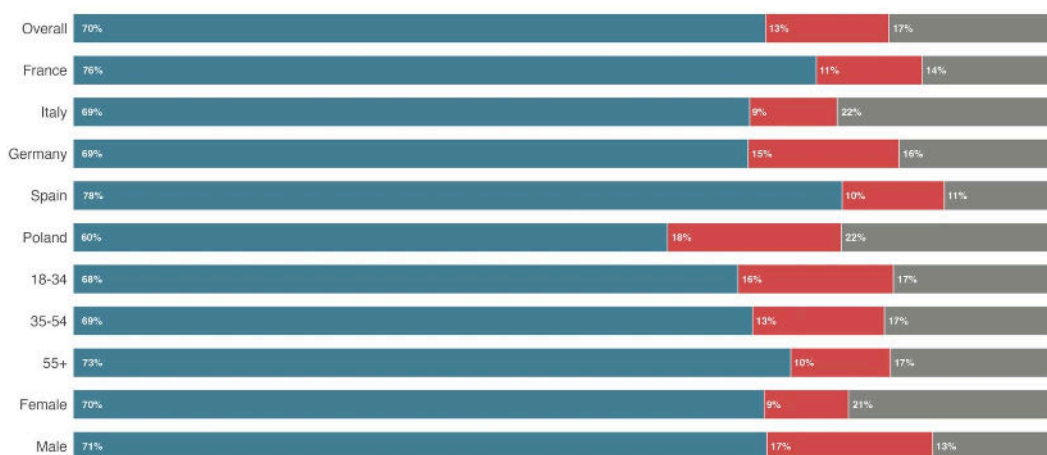
Annexes :

Réactions associations françaises

« X a cristallisé l'attention, mais elle est loin d'être la seule plateforme à mettre en danger les internautes. Les femmes et les filles devraient pouvoir occuper l'espace numérique sans craindre pour leur sûreté et leur intégrité physique. Or 84 % des victimes de cyberviolences sont des femmes et 55 % des victimes de cyberviolences sexistes et sexuelles sont mineures. Cela fait trop longtemps que les dirigeants des plateformes prospèrent en monétisant les violences faites aux femmes et aux enfants. Il est temps de leur rappeler qu'ils ne sont pas au-dessus des lois. Les résultats de ce sondage montrent que nous sommes à un point de rupture : nous avons les moyens de les mettre face à leurs responsabilités et de leur faire comprendre que leurs actions – autant que leurs inactions – ont un coût. Nous pouvons inverser le rapport de force. » a déclaré **Laure Salmona**, cofondatrice et directrice de **Féministes contre le cyberharcèlement**.

Résultats du sondage mentionnés

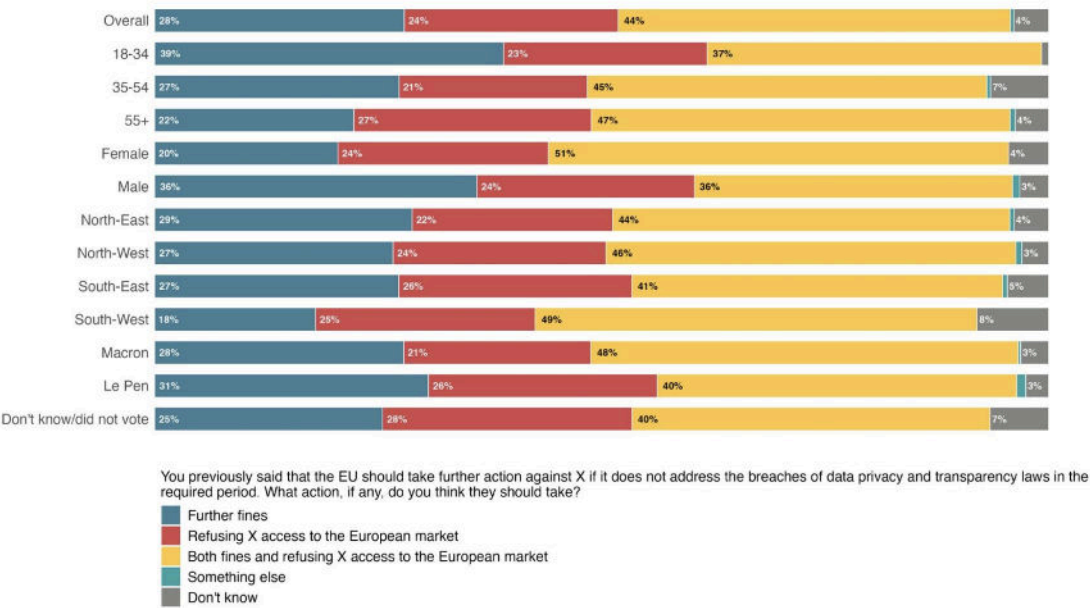
[1]



In December 2025, the European Commission fined X (previously known as Twitter) for breaching EU data privacy and transparency laws. X is also required to produce an action plan to address the issues around the specific breaches within 90 days. If X does not address these breaches in the required period, do you think the EU should or should not take further action against X?

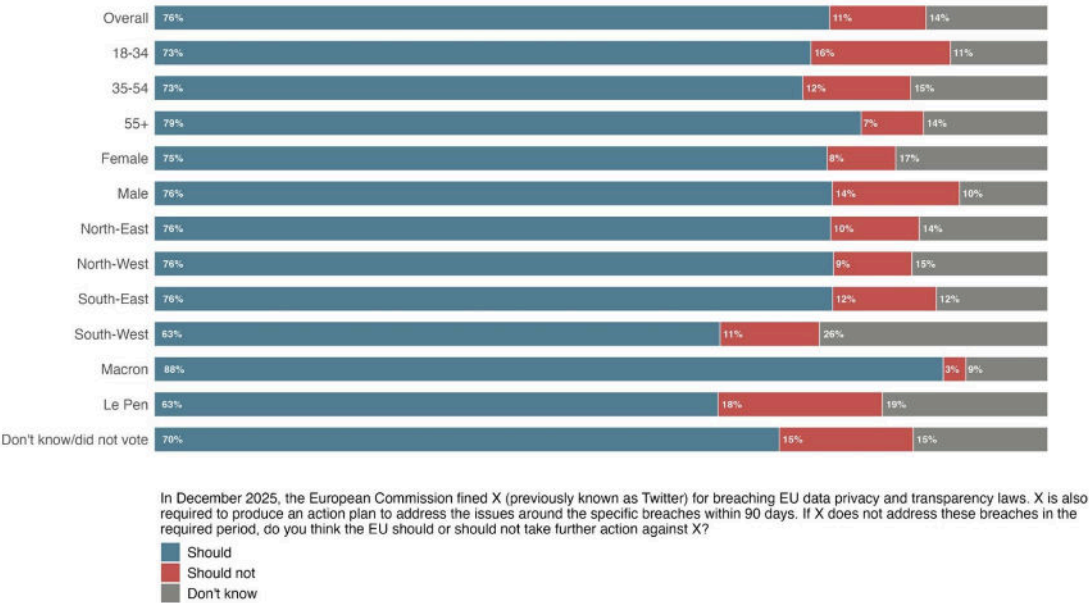
Should
Should not
Don't know

[2]



Note that this question was asked to respondents who replied 'should' to the previous question (76% of the total sample or around 760 respondents).

[3]



SOUS EMBARGO jusqu'au 11 février 2026, à 01h01 (CET)